

De : [Sandhia Vadlamudy](#)
A : [Marie-Christine Veilleux](#)
Objet : Re: IMPORTANT - États financiers vérifiés
Date : 19 juillet 2021 14:20:04
Pièces jointes : [image001.png](#)
[AIDQsignéFS.pdf](#)

***Avertissement automatisé :** Ce courriel provient de l'extérieur de votre organisation. Ne cliquez pas sur les liens et les pièces jointes si vous ne reconnaissez pas l'expéditeur.*

Bonjour madame Veilleux,

[REDACTED]
Vous trouverez en pièce-jointe le document demandé.
Passez de belles journées estivales et au plaisir!

Le lun. 19 juil. 2021 à 13:17, Marie-Christine Veilleux <[REDACTED]> a écrit :



Bonjour Mme Vadlamudy,

tout d'abord, [REDACTED]
[REDACTED] je prends contact avec vous pour savoir si vos états financiers vérifiés 2020-2021 sont disponibles. Généralement, nous ne vous sollicitons pas d'emblée pour les obtenir puisqu'il s'agit d'un document demandé dans la lettre d'octroi de financement et que nous l'obtenons toujours de votre part en temps et lieu. Toutefois, une demande interne avec échéancier serré m'oblige à vous solliciter plus rapidement en ce sens.

J'attendrai de vos nouvelles dès que possible à cet effet.

Merci beaucoup!

Marie-Christine Veilleux, MBA

Coordonnatrice de la lutte contre le tabagisme

Direction de la promotion des saines habitudes de vie

1075, ch. Sainte-Foy, 11^e étage

Québec (Québec) G1S 2M1



AVIS DE CONFIDENTIALITÉ

Ce message peut renfermer des renseignements protégés ou des informations confidentielles. Si vous l'avez reçu par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez en prévenir immédiatement l'expéditeur et effacer ce courriel. Par respect pour l'environnement, imprimer ce courriel seulement si nécessaire.

ASSOCIATION DES INTERVENANTS EN DÉPENDANCE DU QUÉBEC (AIDQ)

ÉTATS FINANCIERS

31 mars 2021

ASSOCIATION DES INTERVENANTS EN DÉPENDANCE DU QUÉBEC (AIDQ)

ÉTATS FINANCIERS

31 mars 2021

SOMMAIRE

	Page
Rapport de mission d'examen du professionnel en exercice indépendant	1 - 2
Résultats	3
Évolution de l'actif net	4
Bilan	5
Flux de trésorerie	6
Notes complémentaires	7 - 12
Renseignements complémentaires	13

RAPPORT DE MISSION D'EXAMEN DU PROFESSIONNEL EN EXERCICE INDÉPENDANT

Aux administrateurs de
ASSOCIATION DES INTERVENANTS EN DÉPENDANCE DU QUÉBEC (AIDQ)

Nous avons effectué l'examen des états financiers ci-joints de l'organisme **ASSOCIATION DES INTERVENANTS EN DÉPENDANCE DU QUÉBEC (AIDQ)**, qui comprennent le bilan au 31 mars 2021, et les états des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité du professionnel en exercice

Notre responsabilité consiste à exprimer une conclusion sur les états financiers ci-joints en nous fondant sur notre examen. Nous avons effectué notre examen conformément aux normes d'examen généralement reconnues du Canada, qui exigent que nous nous conformions aux règles de déontologie pertinentes.

Un examen d'états financiers conforme aux normes d'examen généralement reconnues du Canada est une mission d'assurance limitée. Le professionnel en exercice met en œuvre des procédures qui consistent principalement en des demandes d'informations auprès de la direction et d'autres personnes au sein de l'entité, selon le cas, ainsi qu'en des procédures analytiques, et évalue les éléments probants obtenus.

Les procédures mises en œuvre dans un examen sont considérablement plus restreintes en étendue que celles mises en œuvre dans un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et elles sont de nature différente. Par conséquent, nous n'exprimons pas une opinion d'audit sur les états financiers.

Conclusion

Au cours de notre examen, nous n'avons rien relevé qui nous porte à croire que les états financiers ne donnent pas, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'organisme **ASSOCIATION DES INTERVENANTS EN DÉPENDANCE DU QUÉBEC (AIDQ)** au 31 mars 2021, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Autre point

En novembre 2020, le professionnel en exercice signataire du rapport précédent s'est joint à la firme MPA société de comptables professionnels agréés inc. Ce professionnel en exercice avait exprimé sur ces états une conclusion non modifiée en date du 17 juin 2020.

*MPA inc.*¹
Société de comptables professionnels agréés

Montréal, le 16 juin 2021

¹ Par Alain Girard, CPA auditeur, CA

ASSOCIATION DES INTERVENANTS EN DÉPENDANCE DU QUÉBEC (AIDQ)

RÉSULTATS

Exercice terminé le 31 mars 2021
(non audité)

Page 3

	2021	2020
PRODUITS		
Revenus liés aux activités	147 379 \$	70 461 \$
Revenus liés aux adhésions	38 986	35 062
Subventions et aides financières	1 017 448	931 296
Autres revenus	-	725
Revenus de gestion	150 375	139 712
Subvention du compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC) (note 9)	<u>10 000</u>	<u>-</u>
	1 364 188	1 177 256
PRODUITS DES PLACEMENTS (annexe A)	<u>1 813</u>	<u>12 030</u>
	<u>1 366 001</u>	<u>1 189 286</u>
CHARGES		
Frais d'administration et projets (annexe B)	1 466 807	1 376 271
Subvention à des projets externes	<u>41 492</u>	<u>63 500</u>
	<u>1 508 299</u>	<u>1 439 771</u>
INSUFFISANCE DES PRODUITS SUR LES CHARGES D'EXPLOITATION	(142 298)	(250 485)
AUTRE ÉLÉMENT		
Subvention salariale du Canada (SSUC)	<u>221 795</u>	<u>-</u>
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS SUR LES CHARGES	<u>79 497 \$</u>	<u>(250 485) \$</u>

ASSOCIATION DES INTERVENANTS EN DÉPENDANCE DU QUÉBEC (AIDQ)

ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET

Exercice terminé le 31 mars 2021
(non audité)

Page 4

	Affectation d'origine interne (note 8)	Investi en immobi- lisations	Non affecté	2021 Total	2020 Total
SOLDE AU DÉBUT	513 075 \$	20 997 \$	- \$	534 072 \$	784 557 \$
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS SUR LES CHARGES	-	(13 726)	93 223	79 497	(250 485)
Acquisition d'immobilisations	-	1 299	(1 299)	-	-
SOLDE À LA FIN	<u>513 075</u> \$	<u>8 570</u> \$	<u>91 924</u> \$	<u>613 569</u> \$	<u>534 072</u> \$

ASSOCIATION DES INTERVENANTS EN DÉPENDANCE DU QUÉBEC (AIDQ)

BILAN

31 mars 2021
(non audité)

Page 5

	2021	2020
ACTIF		
À COURT TERME		
Encaisse	490 186 \$	267 497 \$
Certificats de dépôts garantis, 0,95 %, échéant le 30 avril 2021	198 000	105 000
Débiteurs (note 3)	166 533	368 928
Frais payés d'avance	-	440
	854 719	741 865
PLACEMENTS, À LA JUSTE VALEUR (note 4)	506 217	497 100
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 5)	8 570	20 997
	<u>1 369 506 \$</u>	<u>1 259 962 \$</u>
PASSIF		
À COURT TERME		
Créditeurs (note 6)	280 442 \$	264 663 \$
Produits perçus d'avance	13 264	6 206
Apports reportés (note 7)	432 231	455 021
	725 937	725 890
DETTE À LONG TERME (note 9)	30 000	-
	<u>755 937</u>	<u>725 890</u>
ACTIF NET		
Affectation d'origine interne	513 075	513 075
Investi en immobilisations	8 570	20 997
Non affecté	91 924	-
	<u>613 569</u>	<u>534 072</u>
	<u>1 369 506 \$</u>	<u>1 259 962 \$</u>
Engagement contractuel (note 10)		

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,

Claude Soucy, administrateur

Sandhya Vadlamudy, administrateur

ASSOCIATION DES INTERVENANTS EN DÉPENDANCE DU QUÉBEC (AIDQ)

FLUX DE TRÉSORERIE

Exercice terminé le 31 mars 2021
(non audité)

Page 6

	2021	2020
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	79 497 \$	(250 485) \$
Éléments n'affectant pas la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	13 726	11 925
Variation de la juste valeur des placements	-	8 456
Gain sur vente de placement	<u>-</u>	<u>(9 006)</u>
	93 223	(239 110)
Variation nette des éléments hors trésorerie liés au fonctionnement :		
Débiteurs	202 395	(235 487)
Frais payés d'avance	440	506
Créditeurs	15 779	81 760
Produits perçus d'avance	7 058	5 662
Apports reportés	<u>(22 790)</u>	<u>422 664</u>
	<u>296 105</u>	<u>35 995</u>
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Certificats de dépôts garantis	(93 000)	-
Disposition de placements	497 100	706 381
Acquisition de placements	(506 217)	(602 706)
Acquisition d'immobilisations corporelles	<u>(1 299)</u>	<u>(15 948)</u>
	<u>(103 416)</u>	<u>87 727</u>
ACTIVITÉ DE FINANCEMENT		
Emprunts à long terme	<u>30 000</u>	<u>-</u>
AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	222 689	123 722
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	<u>267 497</u>	<u>143 775</u>
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN	<u><u>490 186</u></u> \$	<u><u>267 497</u></u> \$

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de l'encaisse.

1. STATUT ET NATURE DES ACTIVITÉS

L'Association des intervenants en dépendance du Québec (AIDQ) a été constituée le 19 avril 1993 comme organisme sans but lucratif en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies du Québec. La mission de l'Association vise à soutenir l'intervention dans la prévention, le traitement et la réinsertion sociale des personnes aux prises avec une dépendance ou à risque de le devenir, par le développement des compétences, la concertation et la mise en commun des expertises.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

L'organisme applique les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif de la Partie III du Manuel de CPA Canada – Comptabilité.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des actifs et des passifs et sur les montants comptabilisés au titre des produits et des charges pour les exercices visés. Les principales estimations portent sur la dépréciation des actifs financiers.

Constatation des produits

L'organisme applique la méthode du report pour constater les apports. Les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Les revenus d'intérêts et autres produits sont constatés lorsqu'ils sont gagnés.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de l'organisme consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires, y compris les découverts bancaires lorsque les soldes bancaires fluctuent souvent entre le positif et le négatif, et les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition. De plus, les placements temporaires que l'organisme ne peut utiliser pour les opérations courantes parce qu'ils sont affectés à des garanties ne sont pas inclus dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de 3 ans.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Dépréciation d'actifs à long terme

Les immobilisations corporelles amortissables sont soumis à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque leur valeur comptable excède les flux de trésorerie non actualisés découlant de leur utilisation et de leur sortie éventuelle. La perte de valeur comptabilisée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur.

Instruments financiers

Évaluation initiale et ultérieure

L'organisme évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas de certaines opérations entre apparentés qui sont évaluées à la valeur comptable ou à la valeur d'échange selon le cas.

Il évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et ses passifs financiers au coût ou au coût après amortissement, à l'exception des placements dans des instruments de capitaux propres cotés sur un marché actif qui sont évalués à la juste valeur. Les variations de la juste valeur de ces instruments financiers sont comptabilisées dans les résultats de la période où elles se produisent.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement se composent de l'encaisse, des certificats de dépôts, des comptes clients, des autres sommes à recevoir et des subventions à recevoir.

Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des fournisseurs et des sommes dues.

Les actifs financiers évalués à la juste valeur se composent des placements.

Dépréciation

En ce qui a trait aux actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement, l'organisme détermine s'il existe des indications d'une possible dépréciation. Dans l'affirmative, et si l'organisme détermine qu'il y a eu au cours de l'exercice un changement défavorable important dans le calendrier ou le montant prévu des flux de trésorerie futurs, une réduction de valeur est comptabilisée aux résultats. Une moins-value déjà comptabilisée peut faire l'objet d'une reprise de valeur. La valeur comptable de l'actif financier ne peut être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise de valeur si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. La reprise de valeur est comptabilisée aux résultats.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 2021
(non audité)

Page 9

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Instruments financiers (suite)

Coûts de transaction

L'organisme comptabilise ses coûts de transactions dans les résultats de l'exercice où ils sont engagés dans le cas des instruments financiers qui sont évalués ultérieurement à la juste valeur. Les coûts de transaction relatifs à des instruments financiers évalués ultérieurement au coût après amortissement sont comptabilisés au coût initial de l'actif ou du passif financier et comptabilisés aux résultats sur la durée de l'instrument selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

3. DÉBITEURS

	2021	2020
Clients	43 707 \$	138 911 \$
Taxes à la consommation à recevoir	21 233	26 553
Intérêts à recevoir	1 726	2 201
Autres sommes à recevoir, sans intérêt	9 108	1 263
Subvention à recevoir	<u>90 759</u>	<u>200 000</u>
	<u>166 533 \$</u>	<u>368 928 \$</u>

4. PLACEMENTS, À LA JUSTE VALEUR

	2021	2020
Fonds de marché monétaire	<u>506 217 \$</u>	<u>497 100 \$</u>

5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2021		2020	
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
Mobilier et équipement	88 228 \$	88 228 \$	- \$	- \$
Équipement informatique	<u>145 062</u>	<u>136 492</u>	<u>8 570</u>	<u>20 997</u>
	<u>233 290 \$</u>	<u>224 720 \$</u>	<u>8 570 \$</u>	<u>20 997 \$</u>

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 2021
(non audité)

Page 10

6. CRÉDITEURS

	2021	2020
Fournisseurs et frais courus	153 709 \$	173 456 \$
Salaires et vacances à payer	<u>126 733</u>	<u>91 207</u>
	<u><u>280 442</u></u> \$	<u><u>264 663</u></u> \$

7. APPORTS REPORTÉS

Les apports reportés se rapportent aux montants reçus au cours de l'exercice considéré et qui sont destinés à couvrir des charges d'un exercice subséquent. Les variations survenues au titre des apports reportés sont les suivantes :

	2021	2020
Solde au début	455 021 \$	32 357 \$
Plus : Montants reçus pour l'exercice	940 458	1 149 962
Moins : Montants constatés à titre de produits de l'exercice	(1 017 448)	(927 298)
Plus: subvention à recevoir	<u>54 200</u>	<u>200 000</u>
	<u><u>432 231</u></u> \$	<u><u>455 021</u></u> \$

8. AFFECTATION D'ORIGINE INTERNE

Au cours de l'exercice se terminant le 31 mars 2019, le conseil d'administration de l'organisme avait résolu d'affecter un montant de 1 652 533 \$ provenant de la vente de son programme PERRCCA à des fins de relance de ses activités, dont un montant de 550 844\$ avait été utilisé durant le même exercice.

Au cours de l'exercice se terminant le 31 mars 2020, l'organisme avait résolu de transférer un montant de 588 614 \$ à l'actif net non affecté afin d'éponger le déficit accumulé.

9. DETTE À LONG TERME

	2021	2020
Emprunt bancaire d'un montant original de 40 000 \$ garanti par le gouvernement du Canada dans le cadre du programme CUEC. Le prêt est sans intérêt jusqu'au 31 décembre 2022 et fera l'objet d'une radiation de 10 000 \$ s'il est remboursé avant cette date. Il portera intérêt de 5% à compter du 1er janvier 2023 et le solde sera exigible au plus tard le 31 décembre 2025 (a)	<u>30 000</u> \$	<u>-</u> \$

- a) a) La direction de l'organisme a l'intention de rembourser l'emprunt d'aide d'urgence du programme CUEC avant le 31 décembre 2022. En conséquence, l'organisme qui s'est conformé et qui continuera de se conformer à toutes les conditions du programme a constaté immédiatement l'aide gouvernementale de 10 000 \$ aux résultats.

10. ENGAGEMENT CONTRACTUEL

L'engagement pris par l'organisme en vertu d'un bail totalise 322 405 \$ et dont les versements seront effectués au cours des trois prochains exercices sont les suivants :

2022	110 539 \$
2023	110 539
2024	<u>101 327</u>
	<u>322 405</u> \$

11. INSTRUMENTS FINANCIERS**Risques financiers**

Les risques importants découlant d'instruments financiers auxquels l'organisme est exposé au 31 mars 2021 sont détaillés ci-après.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un actif financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'organisme à subir une perte financière. Le risque de crédit pour l'organisme est principalement lié aux comptes clients.

L'organisme consent du crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités. Il effectue, de façon continue, des évaluations de crédit à l'égard de ses clients et maintient des provisions pour pertes potentielles sur créances, lesquelles, une fois matérialisées, respectent les prévisions de la direction. L'organisme n'exige généralement pas de caution.

11. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations de taux d'intérêt. L'organisme est exposé au risque de taux d'intérêt en ce qui concerne ses instruments financiers à taux d'intérêt fixe et à taux d'intérêt variable. Les instruments à taux d'intérêt fixe assujettissent l'organisme à un risque de juste valeur puisque celle-ci varie de façon inverse aux variations des taux d'intérêt du marché. Les instruments à taux variables assujettissent l'organisme à des fluctuations des flux de trésorerie futurs connexes.

Risque de prix autre

Le risque de prix autre est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché (autres que celles découlant du risque de taux d'intérêt ou du risque de change), que ces variations soient causées par des facteurs propres à l'instrument en cause ou à son émetteur, ou par des facteurs affectant tous les instruments financiers similaires négociés sur le marché. L'organisme est exposé au risque de prix autre en raison des placements qu'il détient dont la valeur fluctue en fonction des variations du marché.

12. ÉVENTUALITÉ

En 2015, une action collective a été intentée contre la Société d'assurance automobile du Québec (SAAQ), l'Association des intervenants en dépendance du Québec (l'AIDQ) ainsi que tous les centres de réadaptation en dépendance pour personnes alcooliques et autres personnes toxicomanes du Québec, maintenant les (CISSS/CIUSSS) par les conducteurs dont le permis de conduire a été révoqué ou le droit d'en obtenir un a été suspendu par la SAAQ suite à une arrestation pour une des infractions au Code criminel visées à l'article 180 du Code de la sécurité routière, laquelle porte essentiellement sur l'élaboration et l'application du Programme portant sur l'évaluation et de réduction du risque de conduite avec les capacités affaiblies. L'audition qui était prévue en 2019 a été reportée en 2022.

Par ailleurs, une seconde action collective a été intentée en 2019 contre les mêmes parties et pour la même cause. La date de l'audition n'est pas encore déterminée.

La direction et les conseillers juridiques estiment qu'à ce stade et dû à la complexité des dossiers, qu'il est impossible d'évaluer le dénouement des litiges et le montant que l'AIDQ pourrait, le cas échéant, devoir verser.

Il est également à noter que dans l'état actuel de la situation, une disposition de l'entente, entre la SAAQ et l'AIDQ, prévoit que la SAAQ s'engage à prendre fait et cause pour elle et à indemniser l'AIDQ en cas de condamnation.

ASSOCIATION DES INTERVENANTS EN DÉPENDANCE DU QUÉBEC (AIDQ)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Exercice terminé le 31 mars 2021
(non audité)

Page 13

	2021	2020
ANNEXE A - PRODUITS DES PLACEMENTS		
Intérêts et autres revenus de placements	2 952 \$	17 121 \$
Variation de la juste valeur des placements	-	(12 949)
Gain sur vente de placements réalisés	-	9 006
Honoraires de gestion	<u>(1 139)</u>	<u>(1 148)</u>
	<u>1 813 \$</u>	<u>12 030 \$</u>

ANNEXE B - FRAIS D'ADMINISTRATION ET PROJETS

Salaires et charges sociales	866 350 \$	782 519 \$
Assurances	6 314	5 849
Colloques et formation	32 542	54 329
Communications	80 310	38 059
Entretien du système informatique et du mobilier	18 808	34 617
Formation et perfectionnement	2 859	4 756
Frais de bureau	14 002	37 899
Frais du conseil d'administration et de l'assemblée générale	-	3 124
Frais de déplacement, représentation et congrès	3 640	33 719
Frais de gestion	150 375	139 712
Honoraires professionnels - dossier SAAQ:		
Honoraires déboursés	55 707	164 281
Honoraires recouvrés	(55 707)	(164 281)
Honoraires professionnels - autres	146 685	100 021
Intérêts et frais bancaires	6 797	8 434
Loyer	110 474	110 908
Télécommunications	13 925	10 400
Amortissement	<u>13 726</u>	<u>11 925</u>
	<u>1 466 807 \$</u>	<u>1 376 271 \$</u>